

Le point de vue des cantons 4/2023 : En ligne de mire

Présidence suisse de l'EUSALP

Retour sur une année riche en expériences



Bild: @davidschweizer.ch

Sept pays et 48 régions collaborent au sein de la stratégie macro-régionale de l'Union européenne pour la région alpine. En 2023, les travaux de l'EUSALP ont été dirigés par la Suisse, une première pour un État non-membre de l'UE. Fédéralisme oblige, cette présidence a été exercée conjointement par la Confédération et les cantons. Chef suppléant du secteur Politique extérieure au sein de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC), Luca Gobbo s'est investi corps et âme dans cette mission. Retour avec notre collègue sur cette année riche en expériences.

Pour que nous saisissons bien l'enjeu, pouvez-vous nous rappeler à quoi sert l'EUSALP et quel rôle la Suisse et ses 26 cantons y jouent ? L'EUSALP est une stratégie politique de l'Union européenne pour la région alpine. Dernière-née des quatre stratégies macro-régionales de l'UE, elle a vu le jour en 2016. Y participent, en plus de la Suisse, l'Italie, la France, l'Allemagne, l'Autriche, le Liechtenstein et la Slovénie dans le but de discuter les défis actuels dans l'arc alpin et de trouver des solutions ensemble. L'EUSALP est une passerelle entre l'UE et la politique locale : nous y abordons conjointement les difficultés et les opportunités spécifiques d'une aire géographique, trop locale pour intéresser l'UE dans son ensemble mais trop vaste pour être gérée efficacement à l'échelon national. Le périmètre de l'EUSALP couvre tout le territoire helvétique, raison pour laquelle 26 des 48 régions qui y prennent part sont des cantons suisses. En 2023, la Suisse a pris pour la première fois la présidence tournante annuelle. Comme le veut notre structure fédérale, cette tâche a été assumée conjointement par la Confédération et les cantons, avec la coordination de la CdC.

Quelles sont vos tâches relatives à l'EUSALP, en dehors d'une année présidentielle ? La structure de gouvernance de l'EUSALP prévoit que l'Assemblée générale assure le pilotage politique de la stratégie. Elle est secondée par un Comité exécutif chargé d'en coordonner la mise en œuvre. Des délégations des sept pays membres, composées de représentants nationaux et régionaux, se réunissent régulièrement au sein de ce Comité afin de garantir la réalisation de la stratégie. En tant que représentant des cantons, j'ai eu l'honneur de présider les réunions. Le Comité exécutif jouera un rôle essentiel l'année prochaine, par exemple dans le processus de révision du plan d'action de l'EUSALP qui vient d'être lancé. La CdC continuera de participer à ces séances et d'y défendre le point de vue des cantons.

En quoi la présidence suisse s'est-elle démarquée des autres ? Pourquoi était-il important d'y associer les cantons ? C'est la première fois qu'un État non-membre de l'UE prenait la présidence de l'EUSALP. Or, si ces stratégies macro-régionales sont intéressantes pour nous, c'est aussi parce que des États membres et des États non-membres y participent et s'y expriment sur un pied d'égalité. Nous ne

sommes pas le seul pays fédéraliste au sein de l'EUSALP, certes, mais la présidence partagée entre la Confédération et les cantons a donné un signe fort de la place des régions, des Länder et des cantons pour l'EUSALP. Après avoir été un moteur de la création de l'EUSALP, cette approche ascendante reste un élément essentiel. Je pense que notre organisation fédérale a pu surprendre, tant elle est nouvelle pour certains représentants. La bonne coordination entre la Confédération et les cantons sera, espérons-le, un exemple pour d'autres pays et régions de l'arc alpin.

C'est d'ailleurs grâce à l'excellente collaboration avec les services fédéraux impliqués que nous avons pu nous mettre d'accord assez rapidement sur les points clés de la présidence commune. Étant donné que 15 des 26 cantons partagent une frontière avec la majorité des pays de l'EUSALP, la présidence suisse a été également l'occasion de souligner à quel point il est capital pour les cantons d'entretenir des relations transfrontalières stables et de qualité avec nos voisins et partenaires en Europe. Je suis convaincu que ce message n'a pas seulement été entendu dans les pays et régions limitrophes, mais qu'il a fait son chemin jusqu'à Bruxelles.

Revenons sur les conférences thématiques organisées aux quatre coins du pays. Quels en sont les principaux enseignements ? L'un des objectifs de notre présidence était d'organiser des manifestations dans toutes les régions du pays afin de faire découvrir la diversité linguistique et culturelle de la Suisse à nos partenaires EUSALP. La première conférence a eu lieu fin mars à Fribourg. Consacrée à l'économie circulaire, elle a permis un débat sur l'importance d'un engagement commun pour la lutte contre le changement climatique et une utilisation parcimonieuse des matières premières. Et quand il est question de fermer les cycles de matériaux, la nécessité d'un périmètre transnational pour réaliser des innovations économiques ne fait aucun doute. Mi-juin, une conférence sur le sujet de l'eau, son utilisation durable et sa protection, s'est tenue à Scuol, dans les Grisons. Se réunir en plein cœur des Alpes a été une expérience nouvelle pour plusieurs collègues, car les séances se tiennent en général dans les capitales. Enfin, la dernière conférence thématique a porté sur la mobilité et les transports. Elle s'est déroulée début septembre à Lugano, dans le canton du Tessin, une région dont on ne soulignera jamais assez le rôle crucial pour les transports routiers et ferroviaires nationaux et internationaux. À Lugano, nous avons enregistré une participation record et une forte présence médiatique. La pertinence du thème et la fermeture concomitante du tunnel de base du Gothard y ont certainement été pour quelque chose.

Toutes ces rencontres ont clairement fait apparaître une chose : une meilleure coopération et coordination sont indispensables pour relever les nombreux défis de l'arc alpin. Et la plateforme qu'est l'EUSALP y contribue en favorisant l'échange entre les autorités, l'économie, la recherche et la société civile. Des initiatives ou des projets qui apportent une véritable valeur ajoutée à la population et à l'environnement sont déployés partout dans la région alpine mais ne sont pas toujours connus. L'EUSALP remédie à ce problème par l'échange transalpin des bonnes pratiques, une clé de voûte de cette stratégie macro-régionale.

Une délégation du Conseil de jeunesse de l'EUSALP s'est également rendue en septembre à Lausanne. Quel rôle incombe aux jeunes ? L'EUSALP est exemplaire en matière de participation des jeunes. Depuis 2021, il existe un Conseil de jeunesse au sein duquel 27 jeunes de 18 à 25 ans issus des sept pays de l'EUSALP peuvent s'impliquer pendant deux ans au maximum. Cette instance délègue des représentants dans tous les organes de l'EUSALP. En tant que présidence, nous avons nous aussi à cœur de permettre aux jeunes de faire entendre leur voix. Le Conseil de jeunesse a ainsi pris une part active à toutes les conférences. Il a notamment élaboré un document de position sur le thème de l'eau, qui a été présenté lors de l'Assemblée générale à Bad Ragaz et discuté avec les politiques présents. La continuité en 2024 est assurée avec la présidence slovène qui a également choisi l'eau comme thème

prioritaire. Ce document et les préoccupations des jeunes qui y sont liées seront encore à l'ordre du jour l'année prochaine.

Nous avons en outre profité cette année de l'organisation par la CdC, pour son 30^e anniversaire, de plusieurs rencontres entre des membres de gouvernements cantonaux et des jeunes de Suisse. Ces synergies nous ont par exemple permis d'organiser un échange entre le Conseil de jeunesse et la Commission de la jeunesse du canton de Vaud, auquel ont également participé le président de la CdC et la présidente du Conseil d'État vaudois. Les jeunes qui y ont pris part ont exprimé la même volonté de s'engager pour relever les défis qui nous attendent.

Le point d'orgue de la présidence suisse fut la tenue du Forum annuel et de l'Assemblée annuelle à Bad Ragaz le 19 octobre. Expliquez-nous en quoi cette journée était particulière... Ces deux événements sont le point culminant de chaque présidence. Et ce n'est pas sans raison qu'ils ont été organisés à Bad Ragaz. Il y a un peu plus de 10 ans, une résolution y a été adoptée par la Communauté de travail des pays alpins (Arge Alp) et a donné une impulsion déterminante à la création de l'EUSALP.

Le Forum annuel est un moment de réflexion avec les différents acteurs de l'EUSALP sur les enseignements de l'année présidentielle. Il est aussi l'occasion de nouer des contacts et d'élargir le réseau. L'Assemblée générale constitue le point d'orgue politique, car elle réunit les représentant-es des gouvernements des pays et des régions pour échanger sur les défis actuels et définir les principales orientations politiques. C'est ce que nous avons réussi à Bad Ragaz en adoptant la « Déclaration de Bad Ragaz » qui souligne d'une part la volonté politique de renforcer la coopération dans l'arc alpin et donne d'autre part le coup d'envoi de la révision du plan d'action de l'EUSALP en vigueur depuis 2016. Je pense que cette initiative nous a permis d'insuffler une dynamique nouvelle à l'EUSALP ; en tous cas elle a suscité des réactions très favorables.

Quelle empreinte laissera la présidence suisse ? Officieusement, notre présidence avait pour devise « *less is more* ». Notre objectif était de rationaliser quelque peu le contenu et l'organisation de l'EUSALP, un recentrage selon nous indispensable pour renforcer la pertinence politique de la stratégie. Le travail sur trois thèmes transversaux, l'adoption de la déclaration de Bad Ragaz et l'élaboration de priorités croisées sont autant d'étapes qui auront marqué notre présidence et posent de premiers jalons importants pour l'avenir. Jusqu'au terme de la révision du plan d'action, un processus qui ne devrait pas s'achever avant 2025, les priorités croisées sont à nos yeux une avancée cruciale vers un recentrage des contenus de l'EUSALP. En collaboration avec les neuf groupes d'action thématiques de l'EUSALP, nous avons identifié quatre thèmes transversaux – promotion de la numérisation dans l'espace alpin, accélération de la transition énergétique pour une région alpine décarbonée, promotion d'une gestion commune de l'eau et encouragement de l'économie circulaire – pour lesquels la coopération interdisciplinaire devra être accentuée. L'objectif est d'élaborer dans ces domaines des solutions transalpines qui apportent une véritable plus-value aux populations.

Que souhaitez-vous aux Slovènes qui reprendront le flambeau présidentiel en 2024 ? Durant notre présidence, nous avons pu compter sur une excellente collaboration avec toutes les délégations. C'est avec la Slovénie qui va nous succéder à la présidence qu'elle a été la plus intense. Nous avons d'ailleurs tout intérêt à ce que les processus que nous avons lancés se poursuivent. En tant que membre de trois stratégies macro-régionales de l'UE, la Slovénie peut se targuer d'une solide expérience et a déjà assumé plusieurs présidences. Je suis donc convaincu que 2024 sera aussi un succès pour l'EUSALP. Je souhaite à nos amis slovènes d'exercer cette présidence avec le même plaisir que nous, malgré l'effort considérable que cela représente, et de persévérer sur la voie qui a été ouverte jusqu'à ce que le témoin passe à la présidence austro-liechtensteinoise en 2025.

On peine souvent à se représenter la somme de travail qui se cache derrière l'organisation d'une présidence... Je dois avouer qu'au début j'ai quelque peu sous-estimé l'ampleur de la tâche, d'autant que je continuais à suivre de près la politique européenne en tant que représentant des cantons au DFAE. Pour cette présidence, nous avons dû mettre sur pied un programme annuel et organiser en collaboration avec les cantons hôtes (FR, GR, VD, TI, SG) les conférences qui se sont tenues en Suisse et auxquelles ont participé chaque fois une bonne centaine de personnes. Ajoutez à cela la préparation et la conduite des réunions du Comité exécutif et des séances des groupes d'action de l'EUSALP, la concertation permanente avec les délégations ainsi qu'avec la Commission européenne et le secrétariat technique de l'EUSALP nouvellement créé, sans oublier la coordination interne avec les services fédéraux concernés, qu'implique une présidence partagée ! Vous pouvez imaginer combien cette année a été riche et variée. Elle m'a aussi rappelé l'importance d'une équipe bien rodée. De ce point de vue, j'ai eu beaucoup de chance, car la collaboration a été formidable, aussi bien au sein de la présidence, en particulier avec Silvia Jost et sa magnifique équipe de l'ARE, qu'avec mes collègues de la division Europe du DFAE et avec les cantons hôtes pour l'organisation des différentes conférences.

Quel est le meilleur souvenir que vous garderez de cette année présidentielle ? Répondre à cette question n'est pas simple. Je conserve une foule d'excellents souvenirs. Le travail de fond, la coordination avec différents acteurs et l'organisation d'événements en Suisse et à Bruxelles ont été passionnants, mais c'est l'échange humain qui pour moi reste au premier plan. J'apprécie énormément les contacts au sein de la famille EUSALP et ailleurs. J'ai tissé des liens, d'amitié aussi, et cela m'a confirmé que la Suisse, au cœur de l'Europe, ne peut que bénéficier du renforcement de la coopération avec ses voisins et ses partenaires les plus proches.